

L'artisanat marocain en reconfiguration

Les acteurs du secteur doivent relever le défi de miser essentiellement sur le marché national tout en continuant d'attirer la clientèle internationale.

Amel Abou el Aazm

Le secteur de l'artisanat occupe une place importante au Maroc : par son poids économique (il représente près de 20 % de la population active totale du Maroc) et par sa charge patrimoniale (le savoir-faire artisanal est une des composantes les plus riches du patrimoine marocain). Mais bien qu'élevé, son potentiel social et économique est sous-exploité, et bien que constituant une des fiertés des Marocains, il est concurrencé dans leurs foyers par les produits industriels, et sa survie semble dépendre du tourisme et du contexte économique et politique international. En effet, l'artisanat marocain est généralement présenté en crise : offre et demande basse, faible chiffre d'affaires, faibles revenus, pas de couverture sociale, pas ou peu d'innovation ni d'investissement... Cette situation n'est pas récente, elle est la conséquence du processus historique : en chamboulant les rapports socioéconomiques et culturels, et en introduisant les produits industriels dits « modernes », la colonisation a changé le regard des Marocains sur l'artisanat, sa place dans la société, son utilité et son mode de production. L'objet artisanal, d'abord concurrencé et détourné de sa fonction initiale, a ensuite, petit à petit, disparu des foyers marocains, et évolué pour répondre à la demande des touristes. En prenant des exemples dans l'artisanat citadin et rural, nous verrons que, de par les changements historiques, ce secteur se débat dans des difficultés à caractère structurel, et que la clientèle étrangère continue de jouer un rôle important ; mais que certains éléments indiquent, malgré tout, qu'un tournant et une dynamique de patrimonialisation semblent s'opérer, avec l'apparition de nouveaux acteurs.

Des mono-artisans citadins aux perspectives limitées

Les cinq grands pôles urbains de production (Casablanca, Marrakech, Fès, Tanger-Tétouan et Rabat-Salé) concentrent près de 60 % du chiffre d'affaires. Au cœur des médinas et des souks de ces

villes, les artisans travaillent dans des locaux exigus. Tisserands, dinandiers, teinturiers, menuisiers, ébénistes... ces mono-artisans, « patrons » de leur commerce, constituent la plus grande partie du secteur de l'artisanat (88 %), mais ne génèrent qu'un petit chiffre d'affaires (30 000 dirhams par an en moyenne), en rencontrant des difficultés à chacun des maillons de la chaîne. De la production à la commercialisation, tout est problématique. « Hausse des prix des matières premières, crise économique mondiale, peu d'espace de commercialisation, concurrence avec les produits industriels... la liste est longue », comme l'explique Abdellah, céramiste à Fès. Face à l'ensemble de ces difficultés, la production des artisans reste faible et inégale. « Je produis une moyenne de 15 pièces par semaine, qui me rapporte près de 3 000 dirham par mois » confie Badr, artisan autodidacte à Rabat, qui, depuis quatre ans, travaille le bois, le sculpte, le peint et le vernit pour en faire des objets décoratifs. « Avec cette production, je suis limité, je ne peux pas voir plus loin. Pourtant j'aimerais pouvoir produire davantage, créer une coopérative, former et y employer des jeunes, leur transmettre mon savoir-faire et changer l'image de l'artisan ». Car l'artisanat n'attire pas les jeunes qui ne le considèrent pas comme un secteur d'emploi : « Pour faire avancer le secteur de l'artisanat au niveau national, il faudrait améliorer les conditions sociales de l'artisan qui a besoin de reconnaissance, de droits, de stabilité financière, de sécurité sociale, de régime de retraite... ».

Sans moyens financiers et sans capital, les artisans sont confrontés au manque de perspective et de crédibilité auprès des institutions financières et au peu d'aide des pouvoirs publics. La faible demande locale pour les produits artisanaux est aussi problématique : « Très peu de Marocains viennent acheter. Ce n'est pas qu'ils ne s'y intéressent pas, ou qu'ils n'y accordent pas de valeur, c'est juste une question de moyen. Avec moins de 3 000 dirham par mois comme salaire, la plupart des Marocains pense d'abord au pain à acheter et non à l'artisanat, ils choisissent des produits chinois... moins



Des femmes marocaines travaillent de la céramique. Fès./WOLFGANG KAEHLER/ LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

chers... et je les comprends... » ajoute Badr, dont la clientèle est composée à 95 % de touristes et d'étrangers expatriés. Mais si les Marocains boudent leur artisanat, ce n'est pas seulement une question de coût : « On ne trouve plus d'objets anciens chez les Marocains qui cherchent avant tout la modernité et bannissent l'artisanat. Aujourd'hui, si l'artisan continue d'exister c'est grâce au tourisme » explique, avec lucidité, Hammad Berrada, éditeur-imprimeur, et président d'honneur de l'association Terre des Femmes. « Il y a un petit retour chez certaines catégories sociales élevées, mais l'artisanat n'est plus utilitaire, il est décoratif. Le Marocain copie le touriste » ajoute-t-il. Si l'artisanat citadin connaît des difficultés, du côté du monde rural,

les choses sont encore plus compliquées, car l'artisanat rural, généralement utilitaire, sobre et rustique, attire moins.

Les derniers ballons d'oxygène insufflés à la poterie rurale féminine du Nord du Maroc

En terre cuite ocre-brun, la poterie rurale féminine du Nord du Maroc témoigne de l'histoire du pays. Ces poteries à usage domestique ont répondu aux nécessités de la vie pendant des millénaires. Aujourd'hui concurrencées par l'aluminium, l'inox et le plastique, elles ont petit à petit perdu de leur utilité et fonctionnalité dans les foyers des campagnes du Nord, et tendent à disparaître, bien qu'elles soient riches de signification.

Par son action, l'association Terre des Femmes, créée en 2001, tente de préserver cette poterie, de la valoriser et de la soutenir, par une démarche de commerce équitable. Quatre à cinq fois par an, des membres de cette association se déplacent jusque chez les potières, dans plus de 20 villages, et leur achètent des produits qui sont ensuite commercialisés à Rabat, dans deux points de vente fréquentés par les touristes. Une centaine de potières, le plus souvent âgées, mères ou veuves, participent à cette activité qui leur permet d'acquérir un revenu. « Quand on va dans les villages, on achète entre 10 000 et 15 000 dirhams de marchandises à chaque potière. En quelques années, leurs conditions de vie se sont améliorées grâce à cette somme, elles ont pu rénover leurs habitations, leurs toits, leurs sanitaires » explique Jean Lanclon, secrétaire général de l'association.

Mais le problème de cette poterie, faite à partir de techniques archaïques, est qu'elle attire moins que la poterie citadine, que ce soit chez les touristes ou chez les Marocains. Terre des Femmes a donc orienté le design des poteries créées, pour que celles-ci soient adaptées aux besoins de la clientèle et organisé des rencontres avec des céramistes professionnels de France et d'Espagne. Pour que cette poterie ne disparaisse pas et se vende, il a fallu mettre de côté les formes et les motifs tribaux. « Originellement, c'était tribal, le décor était inné. C'était un moyen de distinguer les tribus les unes des autres. Cette poterie ne se vendait pas, elle faisait l'objet de troc dans le village » explique Hammad Berrada. Pour diversifier les activités génératrices de revenus, l'association a aussi encouragé la structuration de gîtes ruraux et de logement chez l'habitant, afin d'accueillir des groupes et des touristes individuels, à la recherche de contacts humains et de rencontres culturelles. Mais toutes ces initiatives de l'association, de commercialisation et de mise en valeur, ne garantissent ni la sauvegarde ni la relève de la

production de cette poterie : « On ne pourra pas inverser la courbe. D'ici 10 ans cette activité va périlcliter. Les jeunes filles dans les villages ne sont pas intéressées par cette pratique. Même celles qui apprennent, laissent tomber une fois qu'elles se marient, ou qu'elles quittent le village, car rien ne leur est garanti » avoue Jean Lanclo. Pour empêcher que cette poterie ne disparaisse, il faudrait davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics et une meilleure communication pour attirer le public marocain et la clientèle internationale. Mais pour l'instant, seul le tourisme, par le biais d'associations, maintient en vie une poterie, dont la fonction, la forme et le décor ont été modifiés par l'évolution du contexte.

Nouveaux regards et dynamique de patrimonialisation au sein de la société marocaine

Malgré toutes les difficultés structurelles que rencontre le secteur de l'artisanat, une tendance émerge et à chacune des étapes, ses acteurs tentent, bien que difficilement, de retrouver leur équilibre. Après avoir dû s'adapter à l'environnement actuel, artisans, consommateurs et pouvoirs publics s'en sont appropriés les structures et les techniques, et tentent de recoller les maillons de la chaîne, aux côtés de nouveaux acteurs (médias, entrepreneurs, investisseurs, associations...). Cette évolution se traduit aussi par une dynamique de patrimonialisation émergente au sein de la société marocaine. Car si d'après la Convention de l'Unesco de 2003, les savoir-faire artisanaux font partie du patrimoine culturel immatériel qu'il faut protéger, sauvegarder et mettre en valeur, cette vision et perception par les Marocains de ce patrimoine spécifique est très récente, et loin d'être généralisée. « Dans la conscience collective de la société marocaine, la qualité de patrimoine n'a été découverte et attribuée à certaines choses que suite à l'arrivée et à la concurrence des modes de vie et de produits industriels modernes et nouveaux ». En effet, d'abord considéré comme privé, « dans une société traditionnelle comme celle du Maroc, où l'espace public est encore en construction », le patrimoine n'est devenu public que très récemment. « L'extension de cette notion de patrimoine au patrimoine public, qui se transmet de génération en génération, non plus au niveau d'une famille mais au niveau d'une nation, est liée au processus de modernisation et de démocratisation de la société et de l'État ».

Du côté de la création et de la production, depuis plus d'une décennie maintenant, des designers se joignent aux artisans, réinterprètent le patrimoine culturel et créent des produits contemporains. Ce mélange du design et des savoir-faire traditionnels se développe et permet un renouveau nécessaire pour l'artisanat. Tissage, haute-couture, poterie, bijoux, travail du cuir

et des métaux pour les meubles... les savoir-faire sont revisités et modernisés. Ouvert à de nouvelles méthodes de création et de production, cet artisanat contemporain se développe dans le système économique actuel, mais ce marché n'est pas encore structuré et, bien qu'il attire certaines catégories sociales marocaines, il dépend en grande partie de la clientèle et des investisseurs étrangers, car la clientèle nationale continue d'être attirée par les produits « modernes » et les marques internationales.

En ce qui concerne les pouvoirs publics, après s'être limitée pendant longtemps à la gestion des problèmes de l'artisan, sans mettre en œuvre aucune politique volontariste de croissance ou de création d'emplois, l'administration de l'artisanat a opéré un tournant dans les années 2000, afin de miser sur le potentiel de développement économique, et de cesser de le considérer comme un secteur traditionnel enfermé et limité à la survie. Ainsi l'artisanat, après le tourisme, a fait l'objet d'une stratégie de développement nommée *Vision 2015 : notre authenticité moteur de notre essor*, contrat programme 2006-2015, avec comme « double objectif d'aider à l'émergence et au développement d'un tissu d'acteurs-producteurs de référence et d'appuyer les mono-artisans urbains et ruraux en terme de production/vente et d'amélioration de leurs conditions de vie ». Mais cette vision pour l'artisanat s'est faite parallèlement à celle pour le tourisme, au sein du même ministère : en 2004 le département de l'artisanat a été rattaché au ministère du Tourisme. Ce n'est que depuis 2011 que ces deux secteurs ont été séparés, et que la politique pour l'artisanat est, enfin, traitée indépendamment. Or cette séparation était indispensable pour permettre de repenser l'artisanat, patrimoine culturel du pays, d'abord pour la société marocaine et non pour la clientèle internationale.

Le temps des reconfigurations

Comme beaucoup d'autres secteurs au Maroc, l'artisanat est actuellement à l'heure des reconfigurations et des mises à niveau, et le poids des bouleversements politiques, socioéconomiques et culturels des dernières décennies, pèse encore lourd. Des artisans aux consommateurs, on cherche à rassembler les maillons de la chaîne, à nouveau, pour être en cohérence avec l'air du temps. Car il est impossible de revenir en arrière : l'artisanat marocain n'est plus ce qu'il était avant l'apparition des produits industriels et des demandes touristiques, et ne pourra plus le redevenir. Obligés de s'adapter au contexte, les acteurs de ce secteur doivent relever le défi de miser essentiellement sur le marché national tout en continuant d'attirer la clientèle internationale. Car il s'agit bien, avant tout et surtout, pour la société marocaine de renouer avec son patrimoine et de participer activement à sa mise en valeur. ■